

DEMANDE D'AUGMENTATION DE CAPACITÉ ANNUELLE

INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX EXPLOITÉE
PAR LA SOCIÉTÉ ONYX ARA À CHATUZANGE LE GOUBET

Rédacteur - Affaire Suivie par

Pascal BRIE - VALENCE
Subdivision 6 – Gestion des déchets
Tél. : 04 75 82 46 37
Courriel : pascal.brie@developpement-durable.gouv.fr
Ref DREAL : 20251014-RAP-DAEN1112

Vérificatrice

Céline DAUJAN - VALENCE

Approbateur

--

RÉFÉRENCE DU DOSSIER

Références	<p>Code de l'environnement, articles L. 181-14, L. 541-15, L. 541-25-1, R. 181-45 et R. 181-46</p> <p>Arrêté préfectoral d'autorisation du 9 juillet 2020 modifié</p> <p>Dossier de porter à connaissance reçu le 27 février 2024 portant, d'une part sur l'augmentation de la capacité de stockage du centre, d'autre part sur la constitution d'une capacité de réserve</p> <p>Lettre du Président du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes adressée le 30 juin 2025 au Préfet de la Drôme</p> <p>Rapport DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 5 septembre 2025 référencé 20250901-RAP-DAEN0973</p> <p>Avis émis le 13 octobre 2025 par le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes</p>
Exploitant	Société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes (ONYX ARA)
Adresse du siège social	Immeuble Le Chrysalis 2-4 avenue des Canuts CS 40318 69 120 VAULX-EN-VELIN
Adresse de l'établissement	PAPELISSIER 810, chemin des Taillandiers 26 300 CHATUZANGE LE GOUBET
Activité exercée	Stockage de déchets non dangereux
Code AIOT	0006106990
Priorité	PN
Pièces jointes	ANNEXE 1 : Présentation de l'ISDND située à Chatuzange Le Goubet ANNEXE 2 : Articles 1.2.1 et 2.3.1 (extraits) de l'arrêté du 9 juillet 2020 ANNEXE 3 : Paragraphe II de l'article L. 541-25-1 du C.E. ANNEXE 4 : Paragraphe I de l'article L. 541-15 du C.E. ANNEXE 5 : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
Transmission des documents	
- original	DDPP 26
- copies	Inspecteur signataire

1 – INTRODUCTION

1.1 – Demande d’augmentation de la capacité annuelle de stockage du centre, et de constitution d’une capacité de réserve.

La société ONYX ARA a adressé à la Préfecture de la Drôme, le 11 mai 2023, une première version d’un dossier de porter à connaissance portant sur l’installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) qu’elle exploite à Chatuzange Le Goubet. Ce dossier portait sur les trois évolutions suivantes :

- Augmentation de la capacité annuelle autorisée de 90 000 tonnes à 140 000 tonnes ;
- Modification de l’origine géographique des déchets admis dans le centre ;
- Constitution d’une capacité de réserve.

Après échanges avec l’administration, l’exploitant a présenté le 27 février 2024 une version de son dossier qui ne porte désormais que sur la première et la troisième des évolutions citées ci-dessus.

1.2 – Demande du Président du Conseil Régional, portant sur la révision des capacités de plusieurs ISDND de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Le Président du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes a adressé le 30 juin 2025 aux Préfets de la Drôme, de l’Isère et de la Loire, une lettre leur demandant la révision des capacités annuelles d’ISDND situées dans leurs départements respectifs, selon les valeurs figurant dans un tableau joint.

Cette action doit permettre d’atteindre l’objectif suivant fixé par le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes et par la loi : **Réduction des capacités d’enfouissement de 50 % entre 2010 et 2025 pour atteindre une capacité régionale autorisée, à cet horizon, de 1,1 MT de déchets non dangereux non inertes et non valorisables.**

1.3 – Demande de modification de l’origine géographique des déchets admis dans l’ISDND de Chatuzange Le Goubet

La société ONYX ARA nous a adressé, le 29 août 2025, un dossier de porter à connaissance portant sur la modification de l’origine géographique des déchets admis dans son ISDND de Chatuzange.

Or, l’article 1.2.1 de l’arrêté préfectoral du 9 juillet 2020 portant autorisation d’extension de l’ISDND de Chatuzange Le Goubet (voir annexe 2) subordonne le passage à 140 000 t/an de la capacité de stockage de l’ISDND de Chatuzange Le Goubet au respect de la zone de chalandise imposée à l’article 2.3.1.

L’exploitant désirant ne pas respecter cette condition, nous avons proposé dans notre rapport visé en référence l’organisation d’une consultation du public. Cette consultation n’étant pas réalisée à ce jour, ce sujet n’est pas traité dans le présent rapport.

2 – RAPPEL SUR LA GESTION DES DÉCHETS NON DANGEREUX NON INERTES DANS LA DROME

Aucune unité d’incinération de déchets non dangereux non inertes n’est exploitée dans le département de la Drôme. Par contre, les trois ISDND suivantes y sont exploitées :

ISDND exploitée par la société COVED (Groupe PAPREC) aux Granges Gontardes :

Son exploitation est autorisée jusqu'au **1^{er} janvier 2040**. Sa capacité est limitée à **60 000 t/an depuis le 1^{er} janvier 2025** (100 000 t/an en 2024 dans l'ISDND de Roussas, qui a fermé le 31/12/2024).

ISDND exploitée par la société SUEZ RV Centre Est à Donzère :

Son exploitation est autorisée jusqu'au **1^{er} janvier 2034**. L'arrêté préfectoral d'autorisation relatif à cette ISDND date du 3 juillet 2014, il fixe sa capacité maximale à **200 000 t/an**, et sa capacité moyenne (*) à **150 000 t/an**.

(*) L'article 1.2.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation précise :

« L'exploitant doit veiller à respecter une capacité moyenne globale de 150 000 tonnes par an. Si cette valeur moyenne, calculée depuis le 1^{er} janvier 2014, est dépassée sur trois années consécutives, l'exploitant devra présenter à la commission de suivi de site un programme de réduction permettant de revenir à son respect dans un délai à justifier. »

ISDND exploitée par la société ONYX ARA à Chatuzange Le Goubet : (voir annexe 1)

Son exploitation est autorisée jusqu'au **31 décembre 2043**. Depuis le 1^{er} janvier 2025, sa capacité est limitée à **90 000 t/an** (150 000 t/an en 2024).

L'arrêté préfectoral d'autorisation relatif à cette ISDND date du 9 juillet 2020, son article 1.2.1 (voir annexe 2) permet d'augmenter de 50 000 tonnes, à partir du 1^{er} janvier 2025, sa capacité maximale annuelle, sans avoir à instruire un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale, mais sous réserve, d'une part du respect de la capacité maximale départementale fixée par le SRADDET, soit 300 000 t/an, d'autre part de ne pas faire évoluer la zone de chalandise des déchets.

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2025, la capacité globale des 3 ISDND exploitées dans la Drôme s'élève donc à **300 000 t/an**, en prenant en compte pour l'ISDND de Donzère la capacité moyenne et non la capacité maximale.

3 – LETTRE DU 30 JUIN 2025 DU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Ses points essentiels sont les suivants :

3.1 – Contrats signés par la Région et trois exploitants d'ISDND

Le Président précise qu'en 2023, afin que les objectifs du SRADDET soient atteints, la Région a contracté avec trois exploitants d'ISDND en Isère, Drôme et Loire, lesquels se sont engagés à demander volontairement aux Préfets des départements concernés, des modifications de capacités annuelles de façon à ce qu'au 1^{er} janvier 2025, les prescriptions du SRADDET soient respectées.

Mais l'un des exploitants, la société SUEZ RV Centre Est, a informé la préfecture de la Drôme par lettre du 10 juillet 2024 qu'il ne respecterait finalement pas les engagements figurant dans son contrat. De ce fait, les équilibres notamment territoriaux qui avaient été définis en coopération avec l'ensemble des parties concernées, s'en trouvent bouleversés.

3.2 – Conséquence induite par la décision prise par la société SUEZ RV Centre Est

La nécessité de respecter la capacité maximale départementale fixée par le SRADDET, soit 300 000 t/an, a conduit à suspendre l'instruction du dossier présenté le 27 février 2024 par la société ONYX ARA, portant essentiellement sur le passage à 140 000 t/an de la capacité de stockage de son centre de Chatuzange Le Goubet.

3.3 – Recours à la réglementation

Constatant cette situation de blocage, le Président du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes décide de recourir au paragraphe II de l'article L. 541-25-1 du Code de l'environnement (voir annexe 3) : Il demande son application aux préfets de la Drôme, de l'Isère et de la Loire, puisque le but de la révision de la capacité annuelle des ISDND est bien « *d'améliorer la prise en compte des objectifs définis aux 4° et 6° du II de l'article L. 541-1 du présent code.* »

Les paragraphes 4 et 6 du II de l'article L. 541-1 précisent :

...

4° *D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;*

...

6° *D'assurer, notamment par le biais de la planification relative aux déchets, le respect du principe d'autosuffisance ;*

...

Le Président indique également que les conditions fixées au paragraphe II de l'article L. 541-25-1 pour imposer réglementairement une révision de la capacité annuelle de stockage de déchets non dangereux non inertes aux ISDND sont respectées.

Notre service a donc proposé à la signature de madame la Préfète de la Drôme un projet d'arrêté complémentaire imposant de diminuer à 100 000 tonnes par an la capacité de stockage de déchets non dangereux non inertes de l'ISDND exploitée par la société SUEZ RV Centre Est à Donzère. Mais cette évolution de capacité ne prendra effet qu'à partir du 1^{er} janvier 2029.

En effet, le paragraphe II de l'article L. 541-25-1 du Code de l'environnement précise que la révision de la capacité annuelle de stockage prend effet au plus tôt **trois ans** après la date de la notification de la décision de l'autorité administrative à l'exploitant.

4 – LETTRE DU 9 SEPTEMBRE 2025 DE LA SOCIÉTÉ ONYX ARA

Cette lettre, adressée à madame la Préfète de la Drôme, fait état des éléments essentiels suivants :

– La demande portant sur l'augmentation à 140 000 t/an de la capacité de l'ISDND exploitée à Chatuzange Le Goubet était souhaitée à compter du 1^{er} janvier 2025. Elle reposait, d'une part sur le projet de diminution à 100 000 t/an de la capacité de l'ISDND exploitée à Donzère, d'autre part sur l'engagement de la société ONYX ARA à cesser l'exploitation de son ISDND située à Cessieu (Isère).

– La décision de la société SUEZ RV Centre Est de ne pas respecter son contrat signé avec la Région a conduit l'administration à suspendre l'instruction du dossier de demande d'augmentation de la capacité de l'ISDND située à Chatuzange Le Goubet. L'application de l'article L. 541-25-1-II du Code de l'environnement permet de débloquent la situation, mais du retard a été pris. De plus, cet article ne permet une évolution effective de capacité qu'au terme d'un délai d'au moins 3 ans, ce que la

société ONYX ARA considère incompatible avec les besoins immédiats de stockage des déchets non dangereux ultimes produits en Drôme Ardèche et Isère.

– L'urgence de la situation implique l'application de l'article L. 541-15 du Code de l'environnement, qui permet de déroger au SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes : En effet, Une augmentation de la capacité à 140 000 t/an de l'ISDND de Chatuzange Le Goubet avant le 1^{er} janvier 2029 conduirait au dépassement de la capacité maximale départementale fixée par le SRADDET, soit 300 000 t/an.

– L'urgence serait telle qu'une autorisation avant le 31 octobre 2025 est demandée, date limite de publication du prochain arrêté relatif au dispositif de majoration de la TGAP.

– Une lettre adressée à madame la Préfète de l'Isère précise que l'arrêt d'exploitation de l'ISDND de Cessieu sera effectif dès que :

* la capacité de l'ISDND de chatuzange Le Goubet sera augmentée à 140 000 t/an ;

* l'évolution de la zone de chalandise de cette ISDND sollicitée dans le dossier de porter à connaissance reçu le 29 août dernier sera autorisée.

5 – CONSULTATION EFFECTUÉE

Le Conseil Municipal de la commune de Chatuzange Le Goubet a émis, le 13 mai 2024, un avis favorable sur le dossier de porter à connaissance de la société ONYX ARA, sollicitant l'augmentation de la capacité de son ISDND à 140 000 t/an.

Le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes a émis, le 13 octobre 2025, un avis favorable sur le dossier de porter à connaissance de la société ONYX ARA, sollicitant l'augmentation de la capacité de son ISDND à 140 000 t/an. Mais cet avis précise : "à compter du 1er janvier 2026, et sous réserve de la fermeture de l'ISDND de Cessieu (38) au plus tard le 31 décembre 2025."

6 – CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le Président du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes a adressé le 30 juin 2025 au Préfet de la Drôme une lettre lui demandant la révision des capacités des ISDND situées dans la Drôme, selon un tableau qui conduirait à :

– limiter à 100 000 tonnes par an la capacité de stockage de déchets non dangereux non inertes de l'ISDND exploitée par la société SUEZ RV Centre Est à Donzère ;

– augmenter à 140 000 tonnes par an la capacité de stockage de déchets non dangereux non inertes de l'ISDND exploitée par la société ONYX ARA à Chatuzange Le Goubet.

L'application de l'article L. 541-25-1 du Code de l'Environnement peut conduire, par arrêté préfectoral complémentaire, à imposer à la société SUEZ RV Centre Est de diminuer à 100 000 t/an la capacité de l'ISDND qu'elle exploite à Donzère. Mais cette évolution de capacité ne sera effective qu'à partir du 1^{er} janvier 2029.

Pour ce qui concerne l'augmentation de la capacité de stockage de déchets de l'ISDND de Chatuzange Le Goubet :

Le conseil municipal de Chatuzange Le Goubet a émis un avis favorable sans réserve sur cette affaire.

Le Conseil Régional a émis un avis favorable sur l'augmentation de la capacité de l'ISDND de Chatuzange à 140 000 t/an à compter du 1er janvier 2026, et sous réserve de la fermeture de l'ISDND de Cessieu (38) au plus tard le 31 décembre 2025.

Soulignons que la société ONYX ARA s'est engagée, dans une lettre adressée à madame la Préfète de l'Isère, à respecter la réserve du Conseil Régional portant sur la fermeture de l'ISDND de Cessieu (38) au plus tard le 31 décembre 2025, mais à deux conditions :

- * la capacité de l'ISDND de chatuzange Le Goubet sera augmentée à 140 000 t/an ;
- * le département de l'Isère sera intégré dans la zone de chalandise des déchets admis sur l'ISDND dans les mêmes conditions que les départements de la Drôme et de l'Ardèche, tout en conservant la priorité aux déchets provenant de la Drôme et de l'Ardèche.

L'instruction du dossier de porter à connaissance reçu le 29 août 2025, portant sur une évolution de la zone de chalandise de l'ISDND de Chatuzange Le Goubet, est en cours. Il ne peut donc être préjugé du résultat de cette consultation et de la décision finale. Par ailleurs, le code de l'environnement ne permet pas de conditionner une autorisation à une décision relative à une autre installation classée. En conséquence, il appartiendra au Conseil Régional, dans le cadre de sa compétence de planification régionale en matières de déchets, de s'assurer du respect par la société ONYX-Véolia de son engagement au regard de la fermeture de l'ISDND de Cessieu.

Nous proposons que madame la Préfète de la Drôme accorde une suite favorable à la demande d'augmentation de capacité sollicitée par la société ONYX ARA seulement à compter du 1er janvier 2026 et non à compter du 1er janvier 2025 comme demandé par la société ONYX ARA : Un projet d'arrêté complémentaire établi en ce sens figure en annexe 5 au présent rapport. Ses considérants rassemblent les arguments militant en faveur de cette décision.

ANNEXE 1

Présentation de l'ISDND située à Chatuzange Le Goubet

Cette ISDND a bénéficié en 1976 d'un premier arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un casier de stockage de déchets non dangereux, appelé zone de stockage « SIVOM ». Puis d'autres casiers de stockage de déchets non dangereux ont été autorisés, ils sont appelés A, B, C, D, E, F, G et H.

Le casier H a été autorisé par arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004. La quantité maximale de déchets non dangereux pouvant être accueillis s'élevait initialement à 220 000 tonnes/an, puis elle a été réduite progressivement et fixée, à partir du 1^{er} janvier 2016 à 180 000 tonnes/an jusqu'au 1^{er} janvier 2022.

L'autorisation accordée par l'arrêté du 23 mars 2004 est arrivée à échéance le 1^{er} janvier 2022. Par arrêté préfectoral du 9 juillet 2020 modifié, la société ONYX a été autorisée à exploiter :

- une extension en hauteur du casier H, puis 2 nouveaux casiers de stockage désignés I et J.
- une unité d'une capacité maximale de 50 tonnes/jour de traitement d'effluents liquides non dangereux.

Du 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2024, la quantité maximale de déchets non dangereux pouvant être accueillis s'élève à 150 000 tonnes/an.

Du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2043, la quantité maximale de déchets non dangereux pouvant être accueillis s'élève à 90 000 tonnes/an.

ANNEXE 2

Extrait des articles 1.2.1 et 2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 juillet 2020

« Sur demande de l'exploitant, l'installation est autorisée à recevoir 50 000 t/an supplémentaires à partir du 1^{er} janvier 2025, sous réserve du respect des capacités maximales départementales d'enfouissement fixées par le Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets en vigueur. La demande doit faire l'objet d'un accord préalable écrit du Préfet. Les déchets doivent respecter les conditions fixées au chapitre 2.3 du présent arrêté. »

Extrait du chapitre 2.3 (article 2.3.1)

« Les déchets admis dans les casiers de stockage de l'établissement ne peuvent provenir que de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Les déchets admis, qui ne proviennent pas des départements de la Drôme ou de l'Ardèche, sont limités à 25 %, déchets utilisés en couverture inclus. »

ANNEXE 3

Paragraphe II de l'article L. 541-25-1 du Code de l'environnement

II. L'autorité administrative peut réviser la capacité annuelle de stockage, à la demande du président du conseil régional ou, pour la Corse, de l'autorité prévue à l'article L. 4424-37 du code général des collectivités territoriales, dans le but d'améliorer la prise en compte des objectifs définis aux 4° et 6° du II de l'article L. 541-1 du présent code. Cette révision prend effet au plus tôt trois ans après la date de la notification de la décision de l'autorité administrative à l'exploitant.

« La révision ne peut être engagée qu'aux conditions suivantes :

« 1° Son périmètre couvre l'ensemble des installations de stockage de déchets non dangereux non inertes d'un même département. La capacité d'une installation couverte par cette révision peut cependant ne pas être modifiée si l'application des critères ci-après aboutit à une variation de moins de 10 % de la capacité annuelle autorisée ;

« 2° Des révisions similaires, utilisant les mêmes critères, ont été prescrites dans les autres départements de la même région, ou le seront dans un délai de moins d'un an ;

« 3° Pour chaque installation couverte par le périmètre de la révision, les critères permettant de définir la capacité révisée de l'installation sont les suivants :

« a) La nature des déchets admis dans l'installation ;

« b) Pour les capacités de stockage de déchets ménagers et assimilés, le nombre d'habitants et la typologie d'habitat du bassin de vie dans lequel est située l'installation, en tenant compte des variations saisonnières et de la présence d'autres installations d'élimination et d'incinération avec valorisation énergétique pouvant accueillir ces déchets ;

« c) Pour les capacités de stockage de déchets d'activité économique, l'activité économique du bassin de vie dans lequel est située l'installation, en tenant compte de la présence d'autres installations d'élimination et d'incinération avec valorisation énergétique pouvant accueillir ces déchets.

« Cette révision ne peut donner lieu à aucune indemnité.

Le présent II ne s'applique pas aux installations relevant du ministère de la défense.

ANNEXE 4

Paragraphe I de l'article L. 541-15 du Code de l'environnement

I. Les décisions prises par les personnes morales de droit public et leurs concessionnaires dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets et, notamment, les décisions prises en application du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du titre Ier du présent livre et les délibérations d'approbation des plans et des programmes prévus à la présente sous-section sont compatibles :

1° Avec les plans prévus aux articles L. 541-11, L. 541-11-1 et L. 541-13 ;

2° Avec les objectifs et règles générales du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires.

Après consultation du président du conseil régional ou, pour la Corse, de la commission mentionnée à l'article L. 4424-37 du Code général des collectivités territoriales et sous réserve de motivation, les décisions prises en application du chapitre unique du titre VIII du livre Ier du présent code ou du titre Ier du présent livre dans les domaines du traitement et de l'élimination des déchets peuvent déroger aux plans et aux schémas mentionnés à l'article L. 541-13 et au 2° du présent I.